



**MRC**

**Mouvement Républicain et Citoyen**  
**Charente-Maritime**

**Adresse du MRC 17 – Mobilisation contre la loi dite « immigration »**

**21 janvier 2024**

Le texte de la loi sur l’immigration du 19 décembre 2023, la plus régressive depuis des décennies, tourne le dos à des principes fondamentaux, dont au principe d’égalité de notre République en matière d’obtentions d’aides sociales et de celui du droit du sol pour l’obtention de la nationalité française de jeunes nés en France et de parents étrangers.

Le Mouvement Républicain et Citoyen considère qu’en matière de politique migratoire, il faut prendre un tout autre chemin, celui qui mène à l’intégration républicaine, avec des droits – économiques et sociaux – et des devoirs – dont l’adhésion aux valeurs de la République. Nous devons par conséquent rappeler aux détenteurs des pouvoirs exécutifs deux exigences incontournables : l’exigence d’humanité et l’exigence républicaine.

Globalement, notre capacité à intégrer et à assurer aux immigrés des conditions décentes doit se renforcer par des politiques migratoires basées sur le co-développement d’une part, par la promotion de la citoyenneté dans la communauté nationale et l’intégration à la République sociale avec une politique d’intégration active d’autre part.

Nous devons aussi rappeler des faits, pour que certains ne continuent pas à fausser ou tronquer les débats. Par exemple, il faut poser dans le débat public que par leur travail, les populations immigrées contribuent à la richesse nationale et aux finances publiques, ou encore que des milliers de médecins diplômés hors Union européenne sont actuellement menacés de perdre leur poste à l’hôpital alors que sans eux le système hospitalier s’effondrerait. Ce qui permet aussi de souligner, plus largement, la haute qualification de très nombreux travailleurs venus de l’étranger pour exercer leur activité professionnelle en France.

La loi dite « immigration » est une tentative d’opération politique absolument désastreuse du gouvernement et d’Emmanuel Macron car les dispositions prises conduisent à une progression de l’idéologie d’extrême-droite, alors qu’on devrait légitimement attendre d’un gouvernement de la République une politique de Défense républicaine contre l’extrême-droite. Le Mouvement Républicain et Citoyen demande au Président de la République de renoncer à un texte acquis avec les 88 voix du Rassemblement National !

Dans ce contexte réactionnaire et de recul inédit, nous considérons que toutes les forces de progrès, toutes les forces véritablement républicaines doivent converger dans la défense des valeurs de notre République, c’est-à-dire de la République sociale et fraternelle.

La République sociale : oui ! L’idéologie d’extrême-droite : non !